

Cote du document:	EB 2008/93/R.15/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	7 c)
Date:	25 avril 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CCD), pour le

Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes

Conseil d'administration — Quatre-vingt-treizième session
Rome, 24-25 avril 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Shantanu Mathur

Coordonnateur des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexe	
Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes	3
Appendice	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	1

Sigles et acronymes

CCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique
CdP	Conférence des Parties (à la CCD)
PI	Division Asie et Pacifique (FIDA)
PL	Division Amérique latine et Caraïbes (FIDA)

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CCD), pour le Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CCD), pour le Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don d'un montant de 1,25 million de USD au titre du guichet mondial/régional au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, pour la première phase de ce don qui s'étalera sur deux ans, sur la période 2008-2010. La seconde phase du don, du même montant, sera soumise à l'examen du Conseil d'administration du FIDA en 2009.

Première partie – Introduction

1. Le Mécanisme mondial a été créé en vertu de l'article 21 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CCD), et a commencé ses activités en octobre 1998 en étant hébergé par le Fonds international de développement agricole (FIDA).
2. Le Mécanisme mondial a pour mandat "d'accroître l'efficacité et l'efficience des mécanismes financiers existants ... [et] d'encourager les actions conduisant à la mobilisation et à l'acheminement, au profit des pays en développement touchés Parties, de ressources financières importantes".
3. Il se spécialise de plus en plus dans la prestation de services de conseil financier aux pays Parties à la Convention, en étroite coopération avec les institutions financières internationales, en particulier le FIDA, le Groupe de la Banque mondiale et les banques régionales de développement. La Commission européenne et des organismes donateurs bilatéraux en sont aussi des partenaires de longue date.
4. Le Mécanisme mondial appuie les opérations du FIDA tendant à intégrer son portefeuille dans les programmes de développement nationaux d'ensemble des pays Parties, ce qui va dans le sens de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ainsi que des efforts des Nations Unies visant leur unité d'action, ce à quoi le FIDA a pleinement souscrit.
5. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme proposé du Mécanisme mondial de la CCD.
6. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:
 - Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (1 250 000 USD) au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, pour la première phase d'un don s'étendant sur deux ans, sur la période 2008-2010. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Programme de conception de stratégies intégrées de financement pour la mise en œuvre de la CCD dans certains pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes

I. Contexte

1. La CCD contribue efficacement à la réduction de la pauvreté que prescrivent les Objectifs du Millénaire pour le développement. Elle y parvient en intégrant la mise en œuvre de la Convention dans les projets de développement nationaux des pays touchés.
2. La CCD stipule clairement les obligations de tous les groupes pertinents de parties prenantes concernant la mobilisation des ressources ainsi que leurs responsabilités et rôles communs, mais différenciés. Les ressources des pays Parties en développement touchés, des pays Parties développés, des institutions financières internationales (dons et prêts à des conditions favorables), du Fonds pour l'environnement mondial et d'autres sources novatrices constituent l'essentiel du financement pour la mise en œuvre de la CCD.
3. Les pays des régions Asie et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes sont tributaires pour une part prédominante de l'agriculture, l'un des secteurs économiques les plus sensibles aux aléas climatiques. Une aggravation de la dégradation des terres, de la sécheresse ou des inondations résultant du changement climatique est prédite pour un grand nombre de ces pays.
4. Les coûts sociaux et environnementaux actuels de la dégradation des terres – en termes de perte de moyens de subsistance, de services écologiques et de biodiversité – n'ont pas encore été entièrement calculés. Toutefois, sur la base de données indirectes, on peut supposer qu'ils s'élèvent à plusieurs milliards de dollars des États-Unis par an. Par exemple, la Banque asiatique de développement a estimé le coût des seuls incendies de forêts et de la brume sèche à 6 milliards de USD pour l'Asie du Sud-Est sur une période de deux ans (1997-1998) (hors coût pour la biodiversité et coût social). De même, le rapport 2001 sur l'avenir de l'environnement mondial publié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement indique que le coût économique des problèmes liés à la désertification en Amérique latine et aux Caraïbes se chiffre, d'après une évaluation prudente, à 1 milliard de USD par an.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Les activités proposées dans le cadre du Mécanisme mondial répondent directement aux objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, en particulier à l'objectif a) (ressources naturelles – terre et eau) et l'objectif f) (processus locaux et nationaux d'élaboration des politiques et de programmation). Par ailleurs, les objectifs stratégiques régionaux des Divisions Asie et Pacifique (PI) et Amérique latine et Caraïbes (PL) du FIDA font ressortir les différentes contraintes pesant sur les ruraux pauvres, comme les barrières institutionnelles à l'accès aux ressources, le manque de politiques porteuses et les questions liées à la terre et à l'eau.
6. La huitième session de la Conférence des Parties (CdP 8) à la CCD s'est tenue à Madrid (Espagne) en septembre 2007. À cette occasion, la direction du FIDA a réaffirmé son attachement à la mise en œuvre de la Convention, particulièrement en ce qui concerne le plan et le cadre stratégique décennaux de la CCD et l'appui constant à la fourniture par le Mécanisme mondial de produits et services de qualité aux pays Parties. L'un des nouveaux problèmes clés que discernent à la fois PI et PL a trait à la vulnérabilité des ruraux pauvres au changement climatique,

phénomène auquel le FIDA réagit de plus en plus largement tant au niveau institutionnel qu'au niveau opérationnel. Pour sa part, le Mécanisme mondial collabore activement avec le FIDA au niveau institutionnel, dans le cadre du groupe de référence pour les politiques relatives au changement climatique et, au niveau opérationnel, dans le cadre d'initiatives menées avec PI et PL, par exemple l'intégration des problèmes de dégradation des terres et de changement climatique dans le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) intéressant le Viet Nam.

7. L'élaboration proposée de la stratégie intégrée de financement, avec le concours du Mécanisme mondial et sous la conduite des pays, sera réalisée en pleine coordination avec PI et PL et sera conforme aux objectifs des COSOP axés sur les résultats pour le Brésil, le Cambodge, l'Équateur, le Népal, le Pérou, Sri Lanka, la Thaïlande et l'Uruguay. Cela permettra au Mécanisme mondial et au FIDA de mobiliser conjointement un financement supplémentaire pour une gestion durable des terres, compte tenu des scénarios prévus de changement climatique.

III. Le programme proposé

8. Le but d'ensemble du programme est d'établir dans les pays bénéficiaires des cadres globaux d'investissement devant permettre d'accroître le financement de l'adaptation au changement climatique et de la gestion durable des terres. La réalisation de cet objectif contribuera pour une part supplémentaire au développement rural et à la réduction de la pauvreté.
9. Les objectifs du programme sont les suivants:
 - a) renforcer la capacité des décideurs publics et des parties prenantes nationales à établir des stratégies intégrées de financement afin de mobiliser les financements à prévoir pour les programmes et projets relatifs au changement climatique et à la gestion durable des terres;
 - b) élaborer des stratégies intégrées de financement pour mobiliser une combinaison de ressources financières destinées à subvenir à des programmes et projets liés à la gestion durable des terres dans certains pays du ressort de PI et de PL;
 - c) concevoir avec le FIDA des interventions portant sur les liens entre le changement climatique et la dégradation des terres, en vue de faire mobiliser des fonds supplémentaires par les mécanismes de financement consacrés au changement climatique; et
 - d) évaluer l'efficacité avec laquelle la méthodologie proposée favorise l'augmentation des investissements destinés à la gestion durable des terres.
10. Les phases I et II du programme auront une durée totale de deux ans et comporteront quatre composantes:
 - a) adaptation du programme de conception de stratégies intégrées de financement du Mécanisme mondial, qui prévoit une formation au renforcement des capacités et à l'échange des savoirs, aux spécificités régionales et sous-régionales respectives de PI et de PL;
 - b) conception de stratégies intégrées de financement nationales pour le Brésil, le Cambodge, l'Équateur, le Népal, le Pérou, Sri Lanka, la Thaïlande et l'Uruguay;

- c) mobilisation de fonds supplémentaires pour les programmes et projets du FIDA par l'élaboration de composantes relatives au changement climatique et à la gestion durable des terres dans le cadre de la stratégie intégrée de financement; et
- d) gestion des savoirs venant à l'appui des meilleures pratiques reproductibles dans d'autres régions.

IV. Résultats et avantages escomptés

11. Résultats escomptés:

- a) formation de groupes d'acteurs clés nationaux à la conception de stratégies intégrées de financement et à l'application du savoir ainsi acquis à l'élaboration de ces stratégies (ces groupes comprendront les points de contact de la CCD et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, des fonctionnaires des ministères des finances, de l'agriculture et des ressources hydrauliques, etc., et des représentants de la société civile);
- b) mise en place de plateformes nationales de coordination/parteneriat rassemblant les partenaires de la coopération au développement et les pays concernés afin de faciliter la mobilisation des ressources autour des priorités recensées dans le cadre des stratégies intégrées de financement;
- c) établissement d'une série de composantes relatives au changement climatique et à la gestion durable des terres, à intégrer dans les programmes et projets du FIDA en vue de mobiliser un financement au profit de la gestion du changement climatique, de manière à appliquer les interventions à plus grande échelle et à assurer la durabilité;
- d) conduite d'activités de gestion des savoirs et mise au point d'outils permettant de reproduire les meilleures pratiques dans d'autres régions.

V. Modalités d'exécution

- 12. L'initiative sera mise en œuvre par le Mécanisme mondial, en collaboration étroite avec des organismes publics nationaux, des organisations de la société civile et des chargés de programme de pays du FIDA. Les actions proposées seront conçues en deux phases, sur la base d'un financement global prévu de 2,5 millions de USD (solde de l'engagement financier du FIDA de 10 millions de USD souscrit en 1998 au titre de l'accord de siège, selon les prescriptions de la Conférence des Parties à la CCD).
- 13. La phase I sera axée sur l'enrichissement, l'adaptation et l'exécution du programme de formation à la conception de stratégies intégrées de financement par le Mécanisme mondial, à l'occasion de quatre ateliers sous-régionaux devant avoir pour cadre: le Marché commun du Sud (MERCOSUR), la région andine, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est. À la suite de ces ateliers sous-régionaux, en 2009, il devrait y avoir un changement d'orientation au profit de la conception et de l'exécution de stratégies intégrées de financement dans les pays retenus. En s'appuyant sur l'expérience des initiatives fructueuses de constitution de partenariats menées par le Mécanisme mondial dans d'autres sous-régions, des plateformes de financement en partenariat seront mises en place dans les pays concernés, avec passation d'accords de financement réunissant des organismes publics, des ONG, le secteur privé et les donateurs. Parallèlement, des activités conjointes seront menées avec des chargés de programme de pays du FIDA et des spécialistes du financement de la lutte contre les émissions de carbone du secteur

privé, en vue de l'élaboration des composantes relatives au changement climatique et à la gestion durable des terres à intégrer dans les programmes et projets du FIDA.

14. Au cours de la phase II, la conception et l'exécution des stratégies intégrées de financement seront élargies à des pays supplémentaires des sous-régions dans lesquelles les stages de formation de la phase I auront eu lieu. Quatre pays de plus par région seront sélectionnés pour la conception et l'exécution de ces stratégies. L'établissement de plateformes de financement en partenariat et l'élaboration de projets relatifs au changement climatique et à la gestion durable des terres seront entrepris, de la même manière que pour les pays sélectionnés dans la phase I.
15. Des rapports d'activité seront rédigés et soumis chaque année au FIDA par le Mécanisme mondial. À la fin de la phase I (2008-2009) un rapport d'activité final sera soumis pour cette phase. Le Mécanisme mondial assumera la responsabilité générale de la gestion financière des activités et tiendra des comptes financiers comme le prévoient le règlement financier, les politiques et procédures du FIDA.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

16. Le FIDA subviendra à des coûts de programme d'un montant de 1,25 million de USD pour la phase I d'un don s'étalant sur deux ans (période 2008-2010). Pour la seconde phase, une demande de financement sous forme de don portant sur le même montant sera soumise au Conseil d'administration du FIDA en 2009.
17. Le cofinancement, obtenu par le Mécanisme mondial, contribuera à la réalisation des objectifs d'ensemble. Il correspond au montant total du don du FIDA pour les deux phases, soit 2,5 millions de USD. Les principales sources de cofinancement sont: l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) (300 000 USD); l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) (120 000 USD); le Ministère espagnol des affaires étrangères (500 000 USD); et le Mécanisme mondial, à partir du budget de la CdP à la CCD (100 000 USD). À ce jour, le cofinancement total du programme s'élève à 1,02 million de USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement (phase I)

(en dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Personnel (y compris sous-traitants)	275 000	153 000
Services professionnels	345 000	120 000
Frais de voyage	135 000	45 000
Dépenses de fonctionnement/établissement de rapports et publications	123 000	70 000
Soutien technique	152 000	82 000
Formation/renforcement des capacités	220 000	40 000
Total	1 250 000	510 000

Results-based logical framework

Hierarchy of objectives	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions/risks
Overall goal: develop comprehensive investment frameworks in beneficiary countries to increase financing for SLM, as a means of contributing to rural development and poverty alleviation.			
Specific objective 1: Enhance the capacity of government decision-makers and other national stakeholders to develop strategies for mobilizing predictable financing for instituting SLM related programmes/projects.	<ul style="list-style-type: none"> - DIFS Training Kit developed and used. - Training and knowledge exchange workshops delivered / number of stakeholders participating and skills enhanced. 	<ul style="list-style-type: none"> - DIFS Training Kit for AP and LAC. - Workshop evaluation. - Assessment on IFS trainees' know-how. 	<ul style="list-style-type: none"> - Collaboration with national stakeholders. - Sufficient number of qualified, motivated national stakeholders participating and willing to enhance their skills.
Outputs 1.1 The Global Mechanism's capacity development programme (DIFS) adapted to meet the respective (sub)regional specificities of AP and LAC. 1.2 The capacities of a group of key national stakeholders enhanced in terms of designing an IFS to address SLM-related issues.			
Key Activities <ul style="list-style-type: none"> - Develop the training instruments, knowledge products and reference materials to meet the requirements of the respective (sub)regions. - Organize DIFS knowledge-exchange and capacity-building workshops in the selected (sub)regions. 			
Specific objective 2. Develop Integrated Financing Strategies for locating and mobilizing a mix of financial resources to fund SLM-related programmes and projects.	<ul style="list-style-type: none"> - Eight National IFSs developed. - National coordination mechanism structures and processes put in place. - Partnerships for resource mobilization forged. 	<ul style="list-style-type: none"> - Eight National IFSs and Action Plans endorsed and published. - Coordination framework institutionalized. - Partnership agreements concluded. 	<ul style="list-style-type: none"> - National Governments and stakeholders committed to developing and implementing IFSs. - Continued interest and support from national and international stakeholders.
Outputs 2.1 National IFSs designed in Brazil, Cambodia, Ecuador, Nepal, Peru, Sri Lanka, Thailand and Uruguay. 2.2 National coordination and country/donor partnership platforms established to facilitate resource mobilization.			
Key Activities <ul style="list-style-type: none"> - Assist countries to design the country IFSs and prepare a strategy for private sector and civil society organization engagement. - Strengthen existing coordination mechanisms or establish new ones to facilitate IFS development. - Build a partnership platform at the national level bringing together national and international development partners to negotiate financing agreements. 			
Specific objective 3. Develop together with IFAD, interventions that address the linkages between land degradation and climate change as a means of mobilizing supplementary funds through climate change financing mechanisms.	<ul style="list-style-type: none"> - Training and expert consultation workshops delivered/number of stakeholders participating. - Skills for climate change financing mechanisms, and modalities to operationalize such mechanisms enhanced. - Complementary project components developed. 	<ul style="list-style-type: none"> - Workshop evaluation. - Assessment of the know-how of trainees conducted. - Project documents endorsed. - Financial flows into SLM quantified. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sufficient number of qualified and motivated national stakeholders participating and willing to enhance their skills. - Commitment of governments and relevant stakeholders to designing and implementing additional project components.
Outputs 3.1 Understanding of key national stakeholders of the different climate change financing mechanisms and the modalities for operationalizing them, increased. 3.2 Supplementary funds mobilized for IFAD projects through the development of climate change/land degradation projects or components within the framework of the IFS.			
Key Activities <ul style="list-style-type: none"> - Prepare training material and organize training sessions and knowledge exchange workshops. - Design in collaboration with IFAD at least one initiative targeting adaptation/mitigation financial mechanisms in the selected countries. - Develop guidelines for advising country strategic opportunities programme development and the project design process to ensure that climate change and land degradation aspects are adequately reflected as a means to capture climate change financing. 			
Specific objective 4. Assess the effectiveness of the proposed methodology for increasing investments in SLM, rural development and poverty alleviation.	<ul style="list-style-type: none"> - IFS methodology and tools are fine tuned and replicated and utilized by other countries. - Criteria developed to establish and assess the knowledge management system. 	<ul style="list-style-type: none"> - Reports from countries in other regions. - Knowledge management system developed. 	<ul style="list-style-type: none"> - Good understanding of stakeholders and increased information flow. - Conducive and timely consultations with stakeholders.
Output 4.1 Methodology, lessons learned and tools developed as a means for contributing to knowledge management and replicating the programme in other regions.			
Key Activities <ul style="list-style-type: none"> - Undertake an overall assessment of the approach, lessons learned and tools developed. - Promote the sharing of experiences and lessons learned through developing a knowledge management system. 			

1